



RAPPORT, D'ACTIVITÉ 2024

Sommaire

- Le mot du président-fondateur d'ELCS
- ELCS en bref
- Notre quotidien avec vous
- La mission générale d'ELCS
- Au cœur des collectivités
- Une association à votre écoute
- Mieux vous informer
- Label «Collectivité engagée contre le sida»
- XXIX^e États Généraux
- Portraits de vi(h)es
- Nos combats
- Marches des Fiertés
- Journée Mondiale de lutte contre le sida
- Chemsex
- Revue de presse
- Notre gouvernance
- Le financement d'ELCS



Le mot du président

L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de notre engagement sans faille contre le VIH/sida. Depuis la création d'Élus Locaux Contre le Sida (ELCS) en 1995, nous portons la conviction que la lutte contre cette pandémie est un devoir collectif, transcendant les clivages politiques, pour construire une société solidaire et inclusive. À l'échelle locale comme nationale, nos actions cette année ont illustré une mobilisation forte et déterminée face aux défis anciens et nouveaux qui jalonnent notre combat.

Nos XXIXº États Généraux, accueillis cette fois au Conseil Régional d'Île-de-France, ont une nouvelle fois rassemblé élus, associations et experts. Cet événement phare a permis de faire un point crucial sur les enjeux actuels et d'adresser un plaidoyer ambitieux aux décideurs publics: dépistage renforcé, accès universel à la PrEP, et surtout, une sensibilisation accrue au phénomène du chemsex. Ces thématiques, bien que complexes, ne peuvent plus être reléguées au second plan si nous voulons atteindre l'objectif d'une France sans sida d'ici 2030.

En 2024, nous avons aussi multiplié les cérémonies de remise du label «Collectivité engagée contre le sida» dans des villes telles que Bordeaux, Toulouse et Dijon. Ces moments forts, empreints de solidarité, ont démontré combien les élu.es locaux peuvent être des acteurs essentiels dans la prévention, la



sensibilisation et le soutien aux personnes vivant avec le VIH. Ces engagements locaux renforcent notre réseau et font de chaque collectivité labellisée un relais de proximité indispensable.

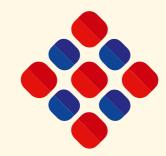
Enfin, nous avons poursuivi notre combat autour du **chemsex**, un enjeu de santé publique alarmant. Grâce à nos initiatives comme le lancement du manifeste «Urgence Chemsex» déjà signé par près d'une centaine de parlementaires et 150 élu.es locaux, nous avons sensibilisé les élu.es et le grand public à ce phénomène qui nécessite une réponse rapide et coordonnée de la part du gouvernement.

Ce rapport retrace une année riche en initiatives, marquée par des moments d'espoir et de mobilisation. Il est le témoin de notre conviction inébranlable : ensemble, nous avons les moyens de bâtir un monde sans sida. Mais cela exige une volonté politique forte et la mobilisation de toutes et tous. Continuons à avancer ensemble, car le combat reste plus que jamais d'actualité.

L'année 2025 est l'année du trentième anniversaire de l'association: elle doit, plus que jamais, être forte en engagements.

The Bueno N.

Jean-Luc ROMERO-MICHEL





Partant de l'idée simple que le VIH/ sida n'est ni de droite, ni du centre, ni de gauche, l'association Élus locaux contre le sida (ELCS) a été créée en 1995 par Jean-Luc ROMERO-MICHEL. ELCS est une association indépendante et non partisane politiquement, avec un bureau d'élus de toutes tendances politiques. Se rassembler pour des grandes causes, c'est important en démocratie.

UNE ASSOCIATION UTILE

La finalité de l'association Élus locaux contre le sida (ELCS), est de rappeler au demi-million d'élus locaux et nationaux qu'ils ont le devoir de se mobiliser et qu'ils peuvent aussi être les militants de l'action contre le sida, à un moment où l'on assiste à une démobilisation importante des Français et donc des élus dans la lutte contre le sida.

Nos actions sont aussi à destination des patients, professionnels de santé et associations.

UN COMBAT TOUJOURS POLITIQUE

Depuis notre création, plus de 17000 élus ont signé le manifeste d'ELCS qui crée une obligation morale et de résultat, les engageant à se mobiliser pour la prévention du sida, l'information, l'éducation, ainsi que pour la solidarité en direction des personnes séropositives.

Chaque année, en vue de préparer les états généraux, des réunions régionales et départementales sont organisées, afin de rencontrer les acteurs de la lutte contre le sida, du monde politique, associatif et médical.

AU CŒUR DE LA VILLE

Au cours de ces réunions, qui sont les plus importantes manifestations d'élus français contre le sida organisées depuis la découverte du virus, les intervenants font le point sur l'épidémie du sida dans chacun des départements visités et sur les actions développées par les collectivités locales et les associations dans ce domaine.

Depuis la création d'ELCS, ces tables rondes régionales ont permis de préparer 27 états généraux qui se sont déroulés successivement et par alternance au Sénat, à l'Assemblée nationale, au Conseil régional d'Île-de-France et à l'Hôtel de ville de Paris.

UNE PRÉSENCE DIGITALE FORTE

Avoir une présence digitale est devenu primordial et même essentiel dans une association qui porte un combat qui touche toujours et malheureusement plus de personnes.

Notre quotidien

avec vous

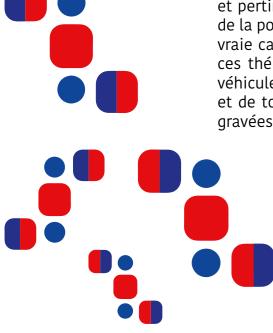
À ELCS, ce que nous voulons, ce que nous appelons de nos vœux, ce pour quoi nous agissons au quotidien, c'est une politique de lutte contre le VIH/sida solidaire et humaine, une politique ambitieuse de prévention, d'information et d'aide aux personnes touchées ; une politique pragmatique qui a conscience des enjeux, une politique respectueuse des personnes qui luttent de manière engagée, non pas contre les malades, mais bel et bien contre la maladie.

Cette vision du politique est au cœur de notre travail au quotidien auprès des élus. Cette vision, nous nous l'imposons bien sûr également : la gouvernance d'ELCS est strictement équilibrée politiquement - ce qui est notre raison d'être, notre légitimité autant que notre force - et comporte en son sein seulement et simplement des élus et des personnalités qui pensent que, oui, le sida se soigne aussi par la politique!

LA MISSION GÉNÉRALE D'ELCS:

La mobilisation des élus mais aussi des associations, des patients, des entreprises et des professionnels de santé

Depuis la création de l'association, ELCS s'est donnée pour mission première de faire un bruit de fond permanent auprès des élus sur les thématiques de la lutte contre le VIH/sida, de la réduction des risques auprès des usagers de drogues et des hépatites virales. ELCS a choisi de porter son action sur les élus locaux. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'échelon local est particulièrement légitime et pertinent. Un élu local, parce qu'il est au contact au quotidien de la population, parce qu'il est en première ligne, parce qu'il a une vraie capacité d'écoute, a une véritable légitimité à intervenir sur ces thématiques. Qui de mieux qu'un maire, élu de terrain, peut véhiculer des messages volontaristes de prévention, d'éducation et de tolérance dans le respect et en conformité avec les valeurs gravées aux frontons des mairies : «Liberté, Egalité et Fraternité»?





Les tables rondes régionales sur le VIH/sida, les hépatites virales, la réduction des risques et les discriminations.

Ces réunions ont deux buts essentiels :

- expliquer aux élus locaux que la politique de lutte contre le sida ne doit pas être de la seule responsabilité de l'État et leur montrer les différentes possibilités d'actions : l'information des citoyens par la mise en place de campagnes ciblées, l'engagement dans la prévention par la mise à disposition gratuite de préservatifs et dans le dépistage avec la distribution d'autotests, la lutte contre la précarité en soutenant l'ouverture d'appartements de coordination thérapeutique, l'aide aux pays du sud en décidant le jumelage de sa collectivité avec une commune d'un pays particulièrement touché par le VIH/sida...
- faire se rencontrer les élus et les associations et ainsi «démêler» des situations de blocage et/ou sur divers projets.

En 2024, nous avons pu organiser plusieurs tables rondes réunissant des élu.es de plusieurs dizaines de villes de France.

UNE ASSOCIATION À VOTRE ÉCOUTE

Aide individuelle et citoyenne

Ce n'est pas la mission prioritaire de l'association ELCS, mais en raison de très fortes demandes, ELCS a mis en place une permanence d'aide aux personnes malades, victimes de discriminations ou simplement, un besoin d'accompagnement pour un proche. Les thématiques traitées sont principalement relatives aux questions de logement, de travail et d'accès aux soins.

En 2024, c'est une dizaine de dossiers individuels qui ont été gérés par l'association, sans moyens dédiés.

MIEUX VOUS INFORMER

Guide API

Comme chaque année, ELCS publie, en plus des actes des états généraux de l'année précédente, le guide API 2024-2025 (API pour Action, Prévention, Information), à destination des élus, militants, professionnels de santé avec pour objectifs de diffuser l'information globale sur les questions VIH/sida, réduction des risques et discriminations mais aussi, d'apporter des éléments de compréhension sur les défis actuels de la lutte (dépistage, traitement comme outil de prévention, etc.).



Cette année, le guide fut lancé à la Mairie du XII^e arrondissement de Paris, en présence d'Emmanuelle Pierre-Marie, Maire du XII^e de l'arrondissement et Vice-présidente de notre association.

La manifestation a été l'occasion de réunir des personnes de tous horizons : élus locaux, personnalités politiques, décideurs de santé, associations...

La diffusion du guide se fait par deux modes : une édition papier et une version numérique.





DU LABEL «VILLE ENGAGÉE CONTRE LE SIDA» AU LABEL «COLLECTIVITÉ ENGAGÉE CONTRE LE SIDA»

Initialement baptisé «Ville engagée contre le sida», le label est décerné par l'association Élus Locaux Contre Le Sida aux collectivités investies dans le domaine de la lutte contre le VIH/ sida, selon plusieurs critères liés à l'action de la ville sur cette thématique, tant en matière de prévention et d'information que de soutien aux personnes et aux acteurs associatifs. Aujourd'hui, notre combat inclut toujours plus de départements et de régions. Il était



alors naturel de passer à une autre échelle et de créer notre label : «Collectivité engagée contre le sida» pour les régions, départements et EPCI. Les communes, elles, sont toujours labellisées par «Ville engagée contre le sida».

Le label est décerné traditionnellement pour un mandat. Toutes les collectivités doivent donc candidater à une nouvelle attribution, même si l'équipe municipale reste dirigée par la ou le même maire.

En 2023, 3 collectivités engagées contre le sida ont été labellisées : Bordeaux, Toulouse et Dijon. Ces villes seront rejointes prochainement par Nanterre, Cannes, Bagnolet, et d'autres villes encore qui ont déposé leur candidature.



















Liste des collectivités engagées contre le sida : Mandat 2020-2026

. Brest (29) acceptation votée le 26 novembre 2020 . Paris Centre (75) acceptation votée le 14 novembre 2020 . Carrières-sous-Poissy (78) acceptation votée le 23 novembre 2020 . Le Havre (76) acceptation votée le 24 février 2021 . Limoges (87) reconduction votée le 24 février 2021 . Lyon (69) reconduction votée le 24 février 2021 . Nice (06) reconduction votée le 24 février 2021 . Villeneuve-Loubet (06) reconduction votée le 24 février 2021 . Livry-Gargan (93) reconduction votée le 21 septembre 2021 . Puteaux (92) reconduction votée le 21 septembre 2021 . Saint-Étienne (42) reconduction votée le 21 septembre 2021 . Nancy (54) acceptation votée le 21 septembre 2021 . Marseille (13) reconduction votée le 15 novembre 2021 . Lille (59) acceptation votée le 24 novembre 2021 . Strasbourg (67) reconduction votée le 23 décembre 2021 . Charly (69) acceptation votée le 23 décembre 2021 . Coubron (93) Reconduction votée le 2 février 2022 . Grenoble (38) Reconduction votée le 25 mai 2022 . Clermont-Ferrand (63) acceptation votée le 1er décembre 2022 . Chilly-Mazarin (91) acceptation votée le 16 mai 2023 . Bordeaux (33) label remis le 18 septembre 2024 . Toulouse (31) label remis le 15 octobre 2024 . Dijon (21) label remis le 02 décembre 2024

Mandat 2014-2020

. Puteaux (92)

. Paris 3^e (75)

. Nice (06)

. Annecy (74)
. Toulouse (31)
. Strasbourg (67)
. Lyon (69)
. Montpellier (34)
. Paris (75)
. Villeneuve-Loubet (06)
. Livry-Gargan (93)
. Le Kremlin-Bicêtre (94)
. Grenoble (38)
. Limoges (87)

Et d'autres collectivités à venir...

reconduction votée le 8 septembre 2014 reconduction votée le 8 septembre 2014 acceptation votée le 8 septembre 2014 acceptation votée le 27 avril 2015 acceptation votée le 14 septembre 2015 reconduction votée le 1er juin 2016 acceptation votée le 1er juin 2016 acceptation votée le 1er juin 2016 acceptation votée en septembre 2016 acceptation votée en février 2017 acceptation votée en septembre 2017 acceptation votée le 2 novembre 2017 acceptation votée le 20 décembre 2017 acceptation votée le 20 décembre 2017 acceptation votée le 12 février 2018

. Marseille (13) acceptation votée en mars 2018
. Le Mans (72) acceptation votée le 13 novembre 2018
. Saint-Étienne (42) acceptation votée le 5 février 2019
. Paris 4e (75) acceptation votée en mai 2019
. Angoulême (16) acceptation votée en août 2019
. Coubron (93) acceptation votée en septembre 2019
. Créteil (94) acceptation votée en septembre 2019

Depuis 2019, l'association ouvre son réseau aux régions et crée le label «Région engagée contre le sida»

Région Hauts-de-France acceptation votée en septembre 2019
 Région Île-de-France acceptation votée en novembre 2019
 reconduction en novembre 2022

Mandat 2008-2014

. Carrières-sous-Poissy (78)

. Puteaux (92)

. Aubervilliers (93)

. Annecy (74)

. Montpellier (34)

Inaugurée en décembre 2011 votée par le bureau en janvier 2012 votée par le bureau en janvier 2013 votée par le bureau en juin 2013 votée par le bureau en juin 2013

Les inaugurations 2024 du label «Collectivité engagée contre le sida»

Plusieurs cérémonies de remise du label ont été organisées en 2024. Il s'agit d'un moment fort de la vie de notre association car ces événements associent, non seulement, des élus de la collectivité labélisée mais aussi souvent des élus de l'intercommunalité et de la région ; accroissant, ainsi, la visibilité de notre combat et permettant, de cette façon, de sensibiliser encore plus d'élus aux défis posés par le VIH/sida.

Quelques inaugurations de label organisées en 2024



Bordeaux (33) | Inauguration du label «Collectivité engagée contre le sida» à l'Hôtel de Ville

Toulouse (31) |
Inauguration du label
«Collectivité engagée
contre le sida» au Capitole



Dijon (21) | Inauguration du label «Collectivité engagée contre le sida» au Théâtre des Feuillants



XXIX^e ETATS GENERAUX

Cette année, les 29e États généraux des Élus Locaux Contre le Sida (ELCS) se sont tenus le mercredi 27 novembre 2024 au Conseil Régional d'Île-de-France, marquant un moment clé pour les acteurs de la lutte contre le sida. Cet événement a permis de rassembler élu.es, associations, et experts, renforçant ainsi la dynamique collective à quelques jours de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

L'ouverture a été honorée par les interventions de Sylvie CARILLON, Présidente du CRIPS et Conseillère Régionale d'Île-de-France, Brigitte LISO, Députée et Vice-Présidente d'ELCS, et Sheila, Présidente d'honneur d'ELCS. Ces figures ont rappelé l'importance de maintenir une mobilisation politique forte face à l'épidémie.

FOCUS ET DÉBATS MAJEURS

Point épidémiologique : Le Professeur Jean-Michel Molina, infectiologue de renom, a présenté un état des lieux précis sur la situation épidémiologique du VIH en France.

Première table ronde : Dédiée à la lutte contre le VIH à différentes échelles (locale, régionale, nationale), elle a souligné le rôle crucial des collectivités, avec des contributions de Sylvie Carillon et du Sénateur Rémi Féraud.

Grand témoignage : Aline et Cédric Feito ont évoqué leur expérience à travers leur média PAINT, offrant un regard inspirant sur la représentation et la lutte contre les discriminations liées au VIH.

Deuxième table ronde : Axée sur la thématique «Combattre le VIH et la stigmatisation, hier et aujourd'hui », elle a mis en lumière les avancées et les défis actuels. Les nombreux intervenant.es ont pu partager des perspectives essentielles, soutenues par l'étude Ifop sur la sérophobie.

Focus sur le chemsex : Thibaut Jedrzejewski (médecin au 190) et Fred Bladou (activiste drogue) ont abordé cette problématique émergente avec des propositions pour une approche intégrant à la fois les dimensions médicales et communautaires.

L'événement s'est conclu par des allocutions d'Anne-Claire Boux, Adjointe à la Maire de Paris en charge de la santé, et de Jean-Luc Romero-Michel, Président-fondateur d'ELCS. Une exposition artistique itinérante, *L'Artère* de Fabrice Hyber, a suivi, mettant en avant la créativité au service de la sensibilisation.

Cet événement, sous le haut patronage du Président de la République, a une nouvelle fois démontré que la lutte contre le sida est à la croisée des chemins entre volonté politique et engagement communautaire. Ensemble, ces acteurs s'efforcent de bâtir un avenir sans VIH.

PROGRAMME DÉTAILLÉ DES XXIXº ÉTATS-GÉNÉRAUX DES ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

Ouverture

- Sylvie Carillon, Conseillère Régionale d'Île-de-France, Maire de Montgeron, Présidente du CRIPS
- Brigitte Liso, Députée et Vice-Présidente d'ELCS
- SHEILA, Présidente d'honneur d'ELCS

Focus épidémiologique sur le VIH

• Pr. Jean-Michel Molina, Infectiologue à l'AP-HP

1ère table ronde

LUTTER CONTRE LE VIH À DIFFÉRENTES ÉCHELLES : LOCALE, RÉGIONALE ET NATIONALE

- Christophe Martet, Président de Vers Paris sans Sida (modération)
- Sylvie Carillon, Présidente du CRIPS, Maire de Montgeron et Conseillère Régionale d'IDF
- Rémi Féraud, Sénateur et Conseiller de Paris

Le grand témoignage des États-Généraux

- Aline et Cédric Feito, Créateurs de contenu, responsables du média PAINT et auteurs du livre *Love Stories*
- Christophe Martet, Président de Vers Paris sans Sida (modération)

2e table ronde

COMBATTRE LE VIH ET LA STIGMATISATION, HIER ET AUJOURD'HUI

- Christophe Martet, Président de Vers Paris sans Sida (modération)
- Nina Rose, Artiste, Première femme trans porte-parole de la campagne d'AIDES contre la sérophobie et Activiste pour le droit des personnes trans & TDS
- Jean-Luc Verna, Artiste et créateur du 1er monument en hommage aux victimes de LGBTphobies
- Bernadette Rwegera, Présidente d'IKAMBERE
- Grégory Braz, chargé de mission sur l'accompagnement des PVVIH à AIDES, présentation de l'étude Ifop pour AIDES : 1984-2024 : La sérophobie en France et les représentations du VIH

Focus sur le chemsex

POUR UNE APPROCHE MÉDICALE ET COMMUNAUTAIRE DU CHEMSEX

- Thibaut Jedrzejewski, Directeur médical au 190 Paris
- Fred Bladou, Activiste RDR et Prévention à AIDES et SOS Addictions
- Christophe Martet, Président de Vers Paris sans Sida (modération)

Clôture

- Anne-Claire Boux, Adjointe à la Maire de Paris en charge de la Santé
- Jean-Luc Romero-Michel, Président-fondateur d'ELCS

Cocktail autour de l'exposition itinérante *l'Artère* de Fabrice Hyber

66

Monsieur le Président, cher Jean-Luc, Madame la Présidente d'honneur, mesdames et messieurs les parlementaires, les conseillers régionaux, les élus, je suis ravie de vous accueillir au siège de la région Île-de-France au nom de la Présidente de Région, Valérie Pécresse. La Région Île-de-France a une longue histoire dans le combat contre le VIH. Cet engagement fort a donné lieu dès 1988, en pleine épidémie de sida, à



la création du Crips Île-de-France, dont Jean-Luc ROMERO a été le premier président.

J'ai aujourd'hui l'honneur de présider cet organisme, qui reste pleinement mobilisé sur ces enjeux, tout en ayant étendu son champ d'intervention à la prévention en santé des jeunes de façon plus générale.

SYLVIE CARILLON, CONSEILLÈRE RÉGIONALE D'ÎLE-DE-FRANCE ET PRÉSIDENTE DU CRIPS



Le VIH ne connaît ni frontière ni catégorie, mais nous pouvons, ensemble, stopper cette propagation. Cela suppose des moyens de prévention, des moyens pour l'innovation, des politiques publiques inclusives.
[...] Il faut briser les tabous et les stigmatisations.

BRIGITTE LISO, DÉPUTÉE DU NORD ET VICE-PRÉSIDENTE D'ELCS





Mes chers amis, je connais votre combat. Je sais combien il est difficile. Aujourd'hui, on se soigne du sida, ce qui ne veut pas dire que l'on en guérit. Il est important de continuer à persuader les mômes de sortir couverts, de faire très attention, et de ne pas prendre cela à la légère. Malheureusement, je crois qu'ils n'ont pas véritablement du problème que cela pose et de l'esclavage qu'implique l'entretien d'un traitement constant, avec les séquelles que cela peut entraîner.

SHEILA, ARTISTE ET PRÉSIDENTE D'HONNEUR D'ELCS







Il est essentiel de bénéficier d'un soutien politique, sans quoi les avancées scientifiques ne peuvent être mises en place. Nous avons besoin de l'engagement politique, et associatif. Finalement, nous avons besoin de travailler les uns avec les autres si nous voulons faire avancer la cause du VIH.

En conclusion, l'épidémie du sida n'est pas contrôlée. En effet, non seulement les résul-



tats ne sont pas satisfaisants, mais ils sont inquiétants. Bien entendu, il faut renforcer le dépistable. Il faut poursuivre le déploiement de la PrEP, et pas uniquement chez les hommes ayant des rapports avec les hommes. Il faut sortir de l'image selon laquelle la PrEP est réservée aux hommes gays.

JEAN-MICHEL MOLINA, INFECTIOLOGUE À L'AP-HP



S'il y a bien un sujet sur lequel il ne faut pas être sectaire, c'est bien sur ce sujet de santé publique. Il faut travailler de manière complémentaire et dans le même sens. Ce qui changerait tout, ce serait l'extrême droite. Entre les responsables politiques républicains, il faut en tout cas aller dans le même sens. Ensuite, des choix politiques peuvent intervenir. Ils peuvent concerner des territoires différents et peuvent impliquer des choix ou contraintes budgétaires différents.



Chaque fois que les collectivités locales voient leurs ressources diminuer, elles placent moins d'argent sur des missions qui ne sont pas forcément leurs missions premières et incontournables, notamment en matière de santé publique. Pourtant, l'action territoriale ciblée est utile. Il faut donc travailler collectivement sur l'ensemble du territoire et de la région. De surcroît, nous avons une vision de nos territoires, mais les gens circulent, particulièrement dans une métropole aussi interconnectée, et d'autant plus lorsqu'ils viennent d'arriver sur le territoire. À ce titre, il faut prendre en compte la réalité des déplacements et de la vie des hommes et des femmes.

RÉMI FÉRAUD, SÉNATEUR ET CONSEILLER DE PARIS

66

En créant PAINT, nous voulions donner la place à toute personne de la communauté. Pour nous, il était donc très important de parler de non-binarité, de transidentité, et de donner la voix à des personnes qui n'en avaient pas l'habitude. On s'est rapidement rendu compte qu'il y avait un besoin, et que ces personnes ne demandent qu'à prendre la parole et à partager leur histoire, car elles sont loin d'être seules. Nous sommes loin

99

d'être seuls. Nous sommes des milliers et des millions. La logique est simple : donner la parole aux personnes concernées.

ALINE ET CÉDRIC FEITO, RESPONSABLES DU MÉDIA PAINT ET AUTEURS DU LIVRE "LOVE STORY"



Le travail associatif est essentiel, tout comme la prise de parole et la visibilité. J'ai reçu un nombre considérable de femmes trans concernées, voire de personnes séropositives qui ne se sentent pas représentées dans les campagnes. Mon apparition en 2021 les a boostées et leur a permis une prise de conscience permettant un dépistage. Cette visibilité change tout. Il faudrait que nous soyons plus visibles encore.



NINA ROSE, ARTISTE, PREMIÈRE FEMME TRANS PORTE-PAROLE

DE LA CAMPAGNE D'AIDES CONTRE LA SÉROPHOBIE, ET ACTIVISTE POUR LE DROIT DES PERSONNES TRANS & TDS"



Le rôle d'un artiste est éminemment politique. [...] L'idée est de faire comprendre aux gens, par le biais d'une forme, quelle qu'elle soit, d'autres choses que juste cette forme. Il y a des choses derrière : il y a une pensée, des symboles, une histoire, une histoire de l'art, une histoire des idées. Quand l'art est bon et qu'il trouve la chance d'être suffisamment disséminé dans la société, cela doit entraîner des échos et une vraie utilité.



JEAN-LUC VERNA, ARTISTE ET CRÉATEUR DU PREMIER MONUMENT EN HOMMAGE AUX VICTIMES DE LGBTPHOBIES



Seulement 46% des Français continueraient à voir une personne avec qui ils ont eu des relations sexuelles si elle était séropositive. 33% refuseraient de la voir et 21% ne se prononcent pas. En ce sens, on constate que la discrimination et le rejet sont très importants, notamment en contexte sexuel, probablement nourri par des craintes infondées et des peurs sur les risques de



transmission, ainsi qu'une méconnaissance du principe «indétectable = intransmissible». Ce n'est pas sans conséquence sur l'estime de soi et sur la santé mentale des personnes séropositives, qui peuvent s'interdire, ne plus concevoir d'avoir une vie amoureuse et sexuelle par crainte du rejet, et peuvent rester isolées socialement.

GRÉGORY BRAZ, CHARGÉ DE MISSION SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PVVIH À AIDES, PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE IFOP POUR AIDES : « 1985-2024 : LA SÉROPHOBIE EN FRANCE ET LES REPRÉSENTATIONS DU VIH »



Il faut encourager les personnes que vous connaissez à se tourner vers les associations. Il existe des associations très actives, comme AIDES, IKAMBERE, Arcat, etc. Il faut les inciter à ne pas rester seuls. Rester seul, c'est la mort. À l'inverse, être avec les autres permet le partage d'expériences, la pairaidance, l'accompagnement. On a des amis, on entre dans une communauté de pairs, et cela devient une vie. Il est très important de ne pas s'isoler.





BERNADETTE RWEGERA, PRÉSIDENTE D'IKAMBERE



Il faut différencier le Chemsex et ses complications. J'ai entendu des confusions par rapport à cela. On s'occupe des complications du Chemsex. En d'autres termes, on ne va pas à l'encontre du Chemsex, mais à l'encontre de ses complications. On cherche à les comprendre et non à lutter contre l'usage de drogues en tant que tel, sur lequel la médecine a assez peu de prise.

THIBAUT JEDRZEJEWSKI, DIRECTEUR MÉDICAL AU 190 PARIS



Nous avons besoin d'un réel soutien politique dans toutes les grandes villes. Il faut que des centres référents soient financés dans chaque grande ville pour que les chemsexeurs et que l'offre mise en place en direction de ces derniers soit égalitaire. Il n'est pas concevable que seule une dizaine de centres soit en capacité d'accueillir des chemsexeurs à l'échelle de la France. Il n'est pas audible de



renvoyer vers les services de psychiatrie addictologie de l'hôpital public, saturé par manque de moyens. Cette logique, aberrante, ne remplit pas toutes les attentes.





Notre philosophie, à Paris, est de s'inscrire dans la logique rappelée par Fred Bladou de prévention, de réduction des risques et d'accompagnement de personnes qui le vivent mal. Nous ne sommes pas des moralisateurs. Chacun fait ce qu'il souhaite. Nous sommes présents pour prévenir, réduire les risques et pour accompagner, en lien avec la politique ambitieuse sur la santé sexuelle, et avec Vers Paris Sans Sida, sur la question de la santé



mentale au global, laquelle irrique un certain nombre de ces thématiques.

ANNE-CLAIRE BOUX, ADJOINTE À LA MAIRE DE PARIS CHARGÉE DE LA SANTÉ



Nous pouvons parvenir à ce monde sans sida. Christophe Martet et les plus anciens d'entre nous n'auraient pas imaginé, dans les années 1980, que nous en serions là. Nous pensions que nous ne verrions pas nos 30 ans, et que nous n'arriverions jamais à la retraite. Nous serions passés pour des fous en parlant de la fin de la transmission du VIH. Or aujourd'hui nous en sommes là et nous pouvons arriver à la fin de la transmission du VIH.



C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, nous devons nous mobiliser. J'ai envie de voir de mon vivant un monde sans VIH sida!

JEAN-LUC ROMERO-MICHEL, PRÉSIDENT D'ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA



PORTRAITS DE VI(H)ES

Quinze rencontres indispensables, déchirantes, urgentes. Quinze coups au cœur qui nous rappellent qu'aujourd'hui, vivre avec le VIH est, en France, parfois plus difficile qu'il y a trente ans, et que la vie des 172 000 personnes séropositives reste une lutte au quotidien : contre le virus, contre le regard des autres, contre la discrimination, contre le chômage, contre les lois, contre la culpabilité, contre une société qui leur intime l'invisibilité...

Face à cet insupportable et indigne silence imposé, la parole est un combat qui libère autant ceux qui témoignent — qui peuvent ensuite se battre plus efficacement — que notre collectivité toute entière qui par ignorance ou bêtise condamne ses propres enfants.

Ces paroles nous parlent de peur et de souffrance, mais plus encore d'amour et d'espoir. L'espoir fou, mais absolument réaliste, que demain sera un monde sans sida.



Un livre

Le sida, on n'en parle presque plus, ou si peu, ou si mal. Comme si le problème était résolu et les porteurs du virus, devenus invisibles.

Dans une société qui semble plus ouverte, vivre avec le VIH en 2017 2019 ? est paradoxalement parfois plus difficile. La compassion des premières décennies ayant cédé le terrain à la culpabilisation. Pourtant, nous sommes aujourd'hui 172 000 en France, et notre vie reste trop souvent un parcours d'obstacles au quotidien, avec des traitements efficaces mais lourds, des discriminations constantes et la difficulté d'en

parler et de vivre comme les autres. Pour faire reculer les préjugés et les tabous, il est urgent de donner une parole, un visage à celles et à ceux qui aujourd'hui, osent dire qu'ils vivent avec le VIH, pour montrer que la vie est là et que l'espoir aussi.

Ce livre et cette exposition, que nous voulons positif et mobilisateur, nous offre 15 rencontres exceptionnelles avec des personnes séropositives qui osent raconter une réalité que nous ne savons ou ne voulons plus voir.

15 portraits, tour à tour émouvants, encourageants, pleins d'espoir et qui démontrent de façon éclatante qu'il est urgent de continuer de témoigner, et que la parole libère.

Photographies de Patrick Messina

Patrick Messina est reconnu comme l'un des meilleurs portraitistes de sa génération. Publié dans Télérama, Libération, Le Monde... ses sujets révèlent une intimité particulière face à sa présence douce et posée. Grâce à sa chambre 4/5, il provoque un certain vertige et enveloppe ses sujets d'une tendresse esthétique unique.

Textes de Doan Bui

Doan Bui est grand reporter au Nouvel Observateur, prix Albert-Londres 2013. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Le Silence de mon père (L'Iconoclaste, 2016), prix

littéraire de la porte Dorée. Comme le petit poucet, elle ramasse les mots comme des cailloux et tente, avec respect, de raconter la vie des autres.

Une édition internationale pour la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et paludisme

À l'occasion de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial en octobre 2019, ELCS s'est associée au Global Fund Advocacy Network (GFAN), réseau de militants du Fonds, pour mettre en avant des portraits à la fois français et internationaux.

L'objectif à travers cette démarche était double : mettre en avant, auprès des acteurs internationaux de la lutte contre le VIH/sida, l'expériences des collectivités et élus locaux en matière de lutte contre la sérophobie d'une part, mais aussi de sensibiliser le public français aux enjeux liés au VIH/sida à l'extérieur du territoire hexagonal. Il était en effet très important pour ELCS de montrer aux Français l'importance de porter nos efforts contre la pandémie non seulement dans nos territoires mais également à l'échelle mondiale.

De l'édition internationale à une nouvelle édition Outre-Mer

Dans les Outre-Mer, les chiffres du VIH sont parfois très alarmants. En Guadeloupe, les découvertes de séropositivité sont deux fois plus importantes qu'en métropole. Le département français le plus touché par le VIH demeure un département d'Outre-Mer, à savoir la Guyane, suivie de près en troisième position par Mayotte.

Dans ces territoires souvent oubliés des politiques de lutte contre le VIH/sida, le niveau d'information autour de la pandémie est très faible et conduit à une stigmatisation. Le VIH est associé à des représentations négatives et des croyances erronées.

Pour faire reculer les préjugés et les tabous, il est urgent de donner une parole, un visage à ceux qui aujourd'hui osent dire qu'ils sont porteurs du VIH, pour montrer que la vie est là, que l'espoir aussi...

Pour toutes ces raisons, ELCS a travaillé en 2023 et continue, en 2024, de travailler en ce moment en lien avec les associations locales à la mise en place d'une nouvelle édition entièrement dédiées aux collectivités d'Outre-Mer...

Depuis le lancement du projet, plus d'une cinquantaine d'expositions organisées en France et dans le monde

Auprès des jeunes... au Lycée Jules Vernes de Guingamp, au Lycée Félix le Dantec à Lannion, au Lycée Thérèse Planiol de Loches, à l'Université Paul Sabatier de Toulouse, à la Maison des jeunes et de la culture de Noisel, au Foyer Jeunes Travailleurs Clairvivre de Saint-Étienne, à la Maison des jeunes et de la culture de Laragne-Montéglin, à Sciences Po Lille, à la Maison des jeunes et de la culture à Conflans Ste Honorine.

Dans des mairies... dans le péristyle de l'hôtel de ville de Metz, dans le péristyle de l'hôtel de ville d'Avignon, à la mairie d'Avrechy, à l'hotel de ville de Paris (XXIII^e états généraux d'ELCS), dans Salle des colonnes de l'Hôtel de ville de Carpentras, dans les mairies du 3^e et du 12^e arrondissements de Paris, à la maire de Saint-Étienne, à l'hôtel de ville de Nice.

Dans des lieux associatifs... au Centre LGBT du Mans, à l'Espace info jeune de Saint-Étienne, à la Maison des associations de Dijon, au Centre culturel Océanis de Ploemeur, à la cité de la voile Tabarly de Lorient.

Lors de nombreux événements... pendant l'AFRAVIH à Bordeaux, dans le village de la Gay pride à Lille, sur un char de la marche des fiertés de Paris, à un colloque «Faire entendre la voix des patients, l'exemple du VIH» dans le 2º arrondissement de Paris, à l'hôtel de Ville de Paris dans le cadre de nos XXIIIº états généraux, à l'hôtel de département de Nancy dans le cadre du forum «Liberté, égalité, agissez!», en marge de la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida à Lyon, à l'Institut français de Tunisie à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Mais aussi... Au Banana Café dans le quartier historique du Marais à Paris, à la Maison de la santé de Puteaux, au cinéma El Dorado à Dijon, dans les locaux du département du Val d'Oise, au Pôle de santé Léonard de Vinci à Chambray-lès-Tours, à la Communauté municipale de santé de Toulouse, dans le hall d'accueil du centre administratif de l'euro métropole de Strasbourg, au Conseil régional d'Île-de-France.

Et... à l'Assemblée Nationale.





Nos

combats

MARCHES DES FIERTÉS

Notre participation à ces marches représente chaque année une occasion supplémentaire de réaffirmer notre soutien à l'ensemble des membres de la communauté LGBTQI+ en France et dans le monde!



JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

À l'occasion du 1^{er} décembre, Journée Mondiale de Lutte contre le Sida, nous étions reçus par la ville de Puteaux, qui fêtait ses 20 ans d'adhésion à l'association. À cette occasion, la ville organisait une représentation théâtrale ouverte au public : *Les Années Twist*. L'intégralité des fonds récoltés ont été redistribués à l'Institut Fournier pour financer la recherche et espérer, un jour, obtenir un vaccin pour se protéger du virus.







LE CHEMSEX

L'année 2024 a été l'occasion de mener un intense plaidoyer à l'intention du gouvernement et des collectivités en ce qui concerne le phénomène du chemsex, en expansion, notamment chez les jeunes.

PARTICIPATION À DES RÉUNIONS DE TRAVAIL À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

A l'initiative de notre Vice-présidente, la Députée Brigitte Liso, nous nous sommes rendus en 2024 à de nombreuses rencontres sur le chemsex, avec des parlementaires mais aussi des militants associatifs et d'autres acteurs tels qu'un responsable de Google France et des représentants de l'ARCOM.





DE NOMBREUSES RENCONTRES



Pr. Amine Benyamina,

22

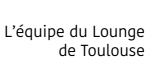
Auteur du rapport sur le chemsex remis au Ministre de la Santé en 2022.



Nathalie Bajos, Présidente du Conseil National du Sida



Sylvie Carillon, Présidente du CRIPS et Jérôme André, Président de HF-Prévention







L'équipe du dispositif "Analyse ton Prod" Île-de-France

ORGANISATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL AVEC LES ACTEURS CONCERNÉS

En octobre dernier, nous avons réuni élu.es locaux et nationaux, professionnels de santé et responsables associatifs pour rédiger un manifeste à destination du gouvernement afin de l'interpeller sur la question de santé publique majeure qu'est le chemsex.



PUBLICATION D'UN MANIFESTE DANS LE JOURNAL "TETU" ET D'UNE PETITION "URGENCE CHEMSEX"

Manifeste déjà signé par près de 100 parlementaires et plus d'une centaine d'élu.es locaux, de tous bords politiques.

MANIFESTE URGENCE CHEMSEX

Après nous être réuni.es ce jeudi 17 octobre 2024 à l'Hôtel-de-Ville de Paris à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida, nous, élu.es locaux et nationaux, militant.es associatifs, professionnel.les de santé, exprimons notre vive inquiétude face au phénomène grandissant du *chemsex*. À travers ce manifeste, nous interpellons le nouveau gouvernement, et notamment son Premier Ministre, pour qu'il prenne des mesures urgentes et spécifiques à ce groupe de consommateurs, afin de répondre à cette crise et d'améliorer la santé globale des personnes concernées. Nous appelons les citoyennes et les citoyens à se saisir de cette question en signant la pétition.

Pour rappel, le *chemsex* est une pratique visant à combiner sexe et prise de drogues de synthèse et est en dangereuse expansion à tout âge entrainant nombre de conduites à risque pouvant causer la mort dans le pire des cas. Les chiffres sont alarmants : les études estiment une prévalence de la pratique du *chemsex* de 3 à 29% chez les HSH et ce phénomène est associé à des risques sanitaires majeurs, notamment des transmissions accrues d'infections sexuellement transmissibles (IST), des intoxications par surdose, des troubles psychologiques

et des problématiques psychosociales associées. En mars 2022, cette pratique concernait déjà entre 100 000 et 200 000 personnes selon le rapport « chemsex » rendu le 17 mars 2022, par le Professeur A. Benyamina, au ministre chargé de la santé. Malheureusement, malgré ces chiffres préoccupants, rien n'a été fait au niveau national pour lutter efficacement contre ce fléau.

C'est dans ce contexte urgent que des responsables associatifs et des élu.es locaux se sont réunis ce jour, à l'initiative d'Élus Locaux Contre le Sida et de son Président et Adjoint à la Maire de Paris, Monsieur Jean-Luc Romero-Michel. Les discussions qui se sont tenues entre les différentes parties prenantes ont abouti à la nécessité d'appeler les pouvoirs publics à construire une politique nationale permettant de lutter efficacement contre les dangers sanitaires et sociétaux (risques épidémiques VIH/VHC et désinsertion sociale) et les risques individuels du chemsex. Il s'agit donc d'identifier le phénomène dans ses formes actuelles, d'informer le grand public des risques à court, moyen et long termes, en particulier les jeunes, et soutenir l'ensemble des acteurs de terrain impliqués dans la prise en charge des personnes ayant recours à la pratique du chemsex.

De fait, nous demandons une politique nationale devant être déclinée dans chaque territoire avec l'appui des Agences Régionales de Santé et des collectivités, afin de construire les réponses les plus adaptées, selon les besoins locaux. Plus précisément, nous invitons le gouvernement à mettre en œuvre les solutions qui figuraient notamment dans la proposition de résolution qui devait être portée devant la chambre basse le 19 juin dernier — mais annulée en raison de la dissolution de cette dernière — par la députée Brigitte Liso, présidente du groupe d'études VIH et SIDA à l'Assemblée Nationale. Dans cette proposition de résolution, figuraient les mesures suivantes :

- 1. Établir un état des lieux épidémiologique précis du «chemsex», afin de mieux comprendre les déterminants et les conséquences addictologiques, sociales et médico-légales d'un phénomène en expansion et y répondre de manière adaptée et ciblée.
- 2. Sensibiliser, informer largement et développer, en lien avec les associations et les établissements recevant du public, une offre de formation à destination de l'ensemble des personnels appelés à être en contact avec les personnes pratiquant le chemsex, en premier lieu les professionnels de santé incluant les pharmaciens d'officine, les acteurs médico-sociaux et associatifs, mais également les personnels judiciaires, scolaires et universitaires.
- 3. Pleinement intégrer l'enjeu du *chemsex* aux différents dispositifs et actions de prévention combinée et de réduction des risques. La prescription de la prophylaxie pré-exposition (PrEP) ou des traitements comme prévention (TasP), les rendez-vous de suivi des risques VIH, tout comme les différents dépistages et campagnes de vaccination devront permettre de délivrer des informations et conseils de prévention en santé sexuelle intégrant l'usage de *chemsex*, d'identifier de potentielles situations à risque, et les prendre en charge, le cas échéant. La prévention et la sensibilisation aux usages sexualisés de drogues pourront être abordées pendant la consultation gynécologique proposée aux 15-18 ans ainsi qu'à l'occasion des bilans de prévention mis en place aux âges clés de la vie.

- 4. Accompagner les associations et les structures de terrain en première ligne tels que les centres de santé sexuelle (CSS), les centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CEGIDD), les centres de santé communautaires, les consultations de prescription PreP les centres addictologie (CSAPA & CAARUD), les Équipes de Liaison et de Soins en Addictologie (ELSA), les maisons santéjeunesse, les établissements recevant du public et les associations de lutte contre le sida et les hépatites dans leur ensemble pour renforcer précocément l'accessibilité à des prises en charge globales des personnes pratiquant le chemsex, dans une logique d'«aller-vers».
- 5. **Encourager les parcours de prévention dans des villes volontaires**, en lien avec les collectivités locales, sur le modèle, par exemple, de ce qui a été initié à Paris.
- 6. Mettre en place des campagnes de prévention «hors les murs» (lieux de fête, établissements recevant du public, espaces publics, lycées, Universités, Grandes écoles etc) et intégrer le *chemsex* aux campagnes de promotion de la santé sexuelle en soutenant Santé Publique France et les associations.
- 7. Collaborer avec les plateformes, sites, applications et établissements de rencontre afin de bâtir avec elles une stratégie de prévention des IST et sensibiliser les utilisateurs aux risques du *chemsex*, en proposant des outils de repérage précoce des usages à risque et des liens (associatifs ou gouvernementaux) facilitant l'orientation au sein des parcours de prises en charge.

LISTE DES PREMIERS ÉLU.ES CO-SIGNATAIRES

ROMERO-MICHEL Jean-Luc, Présidentfondateur d'ELCS, Adjoint à la Maire de Paris en charge des droits humains, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations.

HIDALGO Anne, Maire de Paris

PARLEMENTAIRES

ALLEMAND Marie-José, Député des Hautes-Alpes

AMIRSHAHI Pouria, Député de Paris

AUBRY Manon, Députée Européenne

AUTAIN Clémentine, Députée de Seine-Saint-Denis

BELOUASSA-CHERIFI Anaïs, Députée du Rhône

BENARROCHE Guy, Sénateur des Bouchesdu-Rhône BERGE Aurore, Députée des Yvelines, Ancienne Ministre

BEX Christophe, Député de la Haute Garonne

BONNET Arnaud, Député de Seine-et-Marne

BONNET Nicolas, Député du Puy-de-Dôme BONNET Sylvie, Députée de la Loire

BOULOUX Mickaël, Député d'Ille-et-Vilaine

BOURGI Hussein, Sénateur de l'Hérault

BRIANTE GUILLEMONT Sophie, Sénatrice

des Français établis hors de France

BROSSAT Ian, Sénateur de Paris

BROSSEL Colombe, Sénatrice de Paris

CAMARA Mélissa, Députée Européenne

CANALES Marion, Sénatrice du Puy-de-Dôme

CAPDEVIELLE Colette, Députée des Pyrénées-Atlantiques

CARRERE Maryse, Sénatrice des Hautes Pyrénées CAUSSE Lionel, Député des Landes CLERGEAU Christophe, Député Européen CORBIERE Alexis, Député de Seine-Saint-

Denis

CORBISEZ Jean-Pierre, Sénateur du Pas-de-Calais

CORMAND David, Député Européen
COURBON Pierrick, Député de la Loire
CUKIERMAN Cécile, Sénatrice de la Loire
DARRAS Jérôme, Sénateur du Pas-de-Calais
DE LA GONTRIE Marie-Pierre, Sénatrice de
Paris

DELAPORTE Arthur, Député du Calvados DEVINAZ Gilbert-Luc, Sénateur du Rhône DIOP Dieynaba, Députée des Yvelines ERODI Karen, Députée du Tarn EVREN Agnès, Sénatrice de Paris

FALORNI Olivier, Député de Charente-Maritime

FAURE Olivier, Député de la Seine-et-Marne FERAUD Rémi, Sénateur de Paris

FIRMIN LE BODO Agnès, Députée de Seine Maritime

GIRARD Damien, Député du Morbihan GLUCKSMANN Raphaël, Député européen

GREAUME Michelle, Sénatrice du Nord

GREGOIRE Emmanuel, Député de Paris

GUHL Antoinette, Sénatrice de Paris

GUILLOTIN Véronique, Sénatrice de Meurthe-et-Moselle

GUSTAVE Steevy, Député de l'Essonne

HADIZADEH Ayda, Députée du Val-d'Oise HAMDANE Zahia, Députée de la Somme

HEROUIN LEAUTEY Florence, Députée de la

Seine-Maritime

HERVIEU Céline, Députée de Paris JADOT Yannick. Sénateur de Paris

JOMIER Bernard, Sénateur de Paris

JOSSO Sandrine, Députée de Loire-Atlantique

JOUVET Pierre, Député Européen

JUVIN Philippe, Député des Hauts-de-Seine

KANNER Patrick, Sénateur du Nord, Ancien Ministre

KERBRAT Andy, Député de Loire-Atlantique

KERROUCHE Eric, Sénateur des Landes

LAERNOES Julie, Députée de Loire-Atlantique

LAHMAR Abdelkader, Député du Rhône

LALUCQ Aurore, Députée Européenne

LEAUMENT Antoine, Député de l'Essonne

LEBOUCHER Elise, Députée de la Sarthe

LEGRAIN Sarah, Députée de Paris

LESEUL Gérard, Député de la Seine-Maritime

LHARDIT Laurent, Député des Bouches-du-Rhône

LINGEMANN Delphine, Députée du Puy-de-Dôme

LISO Brigitte, Députée du Nord

MANDON Emmanuel, Député de la Loire

MARTINEAU Eric, Député de la Sarthe

MEBAREK Nora, Députée Européenne MOREL Louise, Députée du Bas-Rhin

PETIT Maud, Députée du Val-de-Marne

PIC Anna, Députée de la Manche

PIRES BEAUNE Christine, Députée du Puyde-Dôme

PRUD'HOMME Loïc, Député de la Gironde

RAUX Jean-Claude, Député de la Loire-Atlantique

REGOL Sandra, Députée du Bas-Rhin

REID ARBELOT Mereana, Députée de Polynésie française

REYNAUD Hervé, Sénateur de la Loire

RIESTER Franck, Député de Seine-Maritime, Ancien Ministre

ROCHETTE Pierre Jean, Sénateur de la Loire ROS David, Sénateur de l'Essonne ROSSI Valérie, Députée des Hautes-Alpes ROUAUX Claudia, Députée d'Ille-et-Vilaine SAS Eva, Députée de Paris SATOURI Mounir, Député Européen SAULIGNAC Hervé, Député de l'Ardèche SIMION Arnaud, Député de Haute-Garonne

SAULIGNAC Herve, Depute de l'Ardeche
SIMION Arnaud, Député de Haute-Garonne
SMITH Anthony, Député Européen
SOUYRIS Anne, Sénatrice de Paris
TAITE Jean-Pierre, Député de la Loire
TAURINYA Andrée, Députée de la Loire
THIÉBAULT-MARTINEZ Céline, Députée de Seine-et-Marne
THIERRY Nicolas, Député de Gironde

THIERRY Nicolas, Député de Gironde TISSOT Jean-Claude, Sénateur de la Loire VALLAUD Boris, Député des Landes VERMOREL-MARQUES Antoine, Député de la Loire

VOYNET Dominique, Députée du Doubs, Ancienne Ministre

WEBER Michaël, Sénateur de la Moselle

ELU.ES LOCAUX

AIT Eddie, Maire de Carrières-sous-Poissy, Vice-Président d'ELCS

AKKARI Maya, Conseillère de Paris AMIABLE Marie-Hélène, Maire de Bagneux

ARAUJO Olivier, Maire de Charly

AUBRY Martine, Maire de Lille

BAZIN Fabien, Président du Conseil Départemental de la Nièvre

BEAUVAL Sébastien, Adjoint au Maire de Courbevoie

BELLIARD David, Adjoint à la Maire de Paris BENHAROUS Lionel, Maire des Lilas

BERAUD Julien – Adjoint au Maire de Moissy-Cramayel, Secrétaire Général adjoint d'ELCS BERTHIER Christophe, Adjoint au Maire de Dijon

BESSAC Patrice, Maire de Montreuil

BEZ Patricia, Adjointe au Maire de Toulouse

BIANCHI Olivier, Maire de Clermont-Ferrand

BLANCHARD Pascal, Vice-Président de Lyon Métropole

BLANC-RUBIROLA Michèle, Première Adjointe au Maire de Marseille

BLOCHE Patrick, Premier Adjoint à la Maire de Paris

BORDERIE Sophie, Présidente du Conseil Départemental de Lot-et-Garonne

BOTREL Yann, Adjoint au Maire de Charly

BOUX Anne-Claire, Adjointe à la Maire de Paris

BREGMAN Dorine, Adjointe au Maire de Paris-Centre

CARILLON Sylvie, Présidente du CRIPS île-de-France, Maire de Montgeron, Conseillère Régionale d'île-de-France

CARON-THIBAULT Gauthier, Conseiller de Paris

CECCALDI-RAYNAUD Joëlle, Maire de Puteaux, Vice-Présidente d'ELCS

CINIERI Laura, Conseillère municipale de Saint-Étienne, Vice-Présidente d'ELCS

COLLINEAU Marlène, Adjointe à la Maire de Nantes

CORDEBARD Alexandra, Maire de Paris 10

COUMET Jérôme, Maire de Paris 13

DAGNAUD François, Maire de Paris 19

DELAFOSSE Michaël, Maire de Montpellier

DE LAURENS Céline, Adjointe au Maire de Lyon

DI MARTINO Tony, Maire de Bagnolet DOUCET Grégory, Maire de Lyon

FALI Linda, Adjointe à la Maire de Châtillon

FAUTRA Laurence, Vice-Présidente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

28

GARRIGOS Geneviève, Conseillère de Paris GEMMANI Stéphane, Conseiller Régional

d'Auvergne-Rhône-Alpes

HAVET Kevin, Adjoint au Maire du 18e arrondissement de Paris

HURMIC Pierre, Maire de Bordeaux

KOUASSI Johanne, Conseillère de Paris

JALBY Vincent, Premier Adjoint au Maire de Limoges

JUSTOME Sylvie, Adjointe au Maire de Bordeaux

KIENZLEN Jonathan, Conseiller Régional d'Île-de-France

LAFFORGUE Nicole, Adjointe à la Maire de Champs-sur-Marne

LEJOINDRE Eric, Maire de Paris 18

LUCA Lionnel, Maire de Villeneuve Loubet

MADEC Roger, Conseiller de Paris

MARTIN Christine, Adjointe au Maire de Dijon

MAYER-ROSSIGNOL Nicolas, Maire de Rouen

MIGUEL Lucas, Conseiller municipal de Charly

MOREAU Pierre-Alexandre, Conseiller Municipal délégué à la Ville de Tours

MOUDENC Jean-Luc, Maire de Toulouse

NADESAN Yannick, Adjoint à la Maire de Rennes

NAJDOVSKI Christophe, Adjoint à la Maire de Paris

NGATCHA Arnaud, Adjoint à la Maire de Paris

PARIS Pierrick, Adjoint à la Maire de Paris 12

PARNEIX Matthieu, Conseiller Municipal de Limoges

PATRICE Laurence, Adjointe à la Maire, Vice-Présidente d'ELCS

PLIEZ Eric, Maire de Paris 20

PIERRE-MARIE Emmanuelle, Maire de Paris 12, Vice-Présidente d'ELCS POLSKI Olivia, Adjointe à la Maire de Paris

PRIOU-HASNI Annie-Joëlle, Conseillère municipale de Plaisir

RAMEL Elisabeth, Ancienne élue de Strasbourg, Trésorière d'ELCS

RAYMOND-ROSSI Marie-José, Conseillère de Paris

RIFFAUD Samia, Adjointe déléguée au Maire de Limoges

ROCHER Claude, Adjoint au Maire de Boulogne-Billancourt

ROGER-LOMBERTIE Émile, Maire de Limoges

ROLLAND Carine, Adjointe à la Maire de Paris

RUHLAND Grégoire, Adjoint au Maire de Tomblaine

SAGASPE Chloé, Conseillère de Paris

SANCHEZ Hermano, Conseiller de Paris

SEMACHE Nadia, Adjointe au Maire de Saint-Étienne

SITBON Florian, Conseiller de Paris

SLAMA Eléonore, Adjointe à la Maire du 12e arrondissement de Paris

SOUVESTRE David, Conseiller Municipal de Lyon

TAIEB Karen, Adjointe à la Maire de Paris

TORANIAN Anouch, Adjointe à la Maire de Paris

TYSSANDIER Anne-Claire, Conseillère de Paris

VARIERAS Floriane, Adjointe à la Maire de Strasbourg

VAUGLIN François, Maire de Paris 11

VERSINI Dominique, Adjointe à la Maire de Paris, Ancienne Ministre

VITOUX Marie, Adjointe à la Maire de Nantes

WEIL Ariel, Maire de Paris-Centre

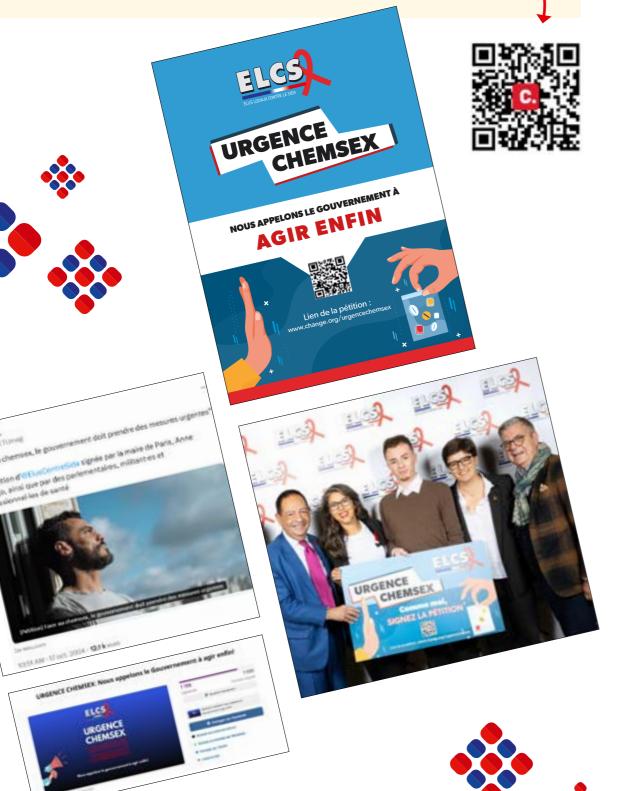
29

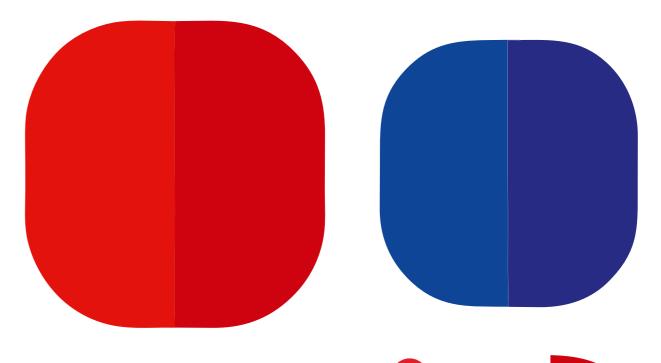
ZIEGLER Georges, Président du Conseil Départemental de la Loire

VOUS SOUHAITEZ REJOINDRE NOTRE APPEL?

Signez la pétition sur www.change.org/urgencechemsex ou scannez le QR code

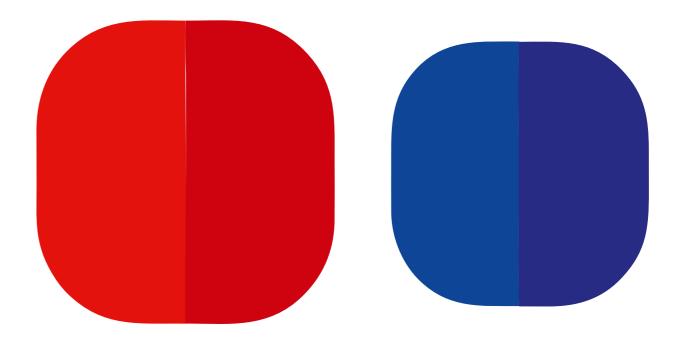
Vous pouvez également écrire à vos élu.es en les incitant à signer!







Revue de presse 2024



••• TRIBUNES •••

Description 2024: Monsieur le Président, vous devez parler du VIH/sida! » - TRIBUNE * Le Sidaction est chaque année un moment essentiel pour parler du sida. Mais il n'a lieu gu'une fois par an et ne peut remplacer le rôle de l'État », estirme Jean-Luc Romero-Michel. 22/03/2024 lt-00

À l'occasion du Sidaction : Tribune LeHuffPost



Lors de l'annonce de la suppression du groupe d'études sur le VIH/Sida à l'Assemblée Nationale



••• REMISE DE LABEL •••



Bordeaux Podcast "EUradio"



Dijon

ITW France Bleue Bourgogne





Jean-Luc ROMERO-MICHEL
President fordateur of the Lieppur Contre le Side
Adjoint & la Name de Paris

LUNDI 02 DÉCEMBRE
A 12:00

R.MS

Lechembre
Lechembre
ACS

Radio-Orient 02/12

OOO CHEMSEX OOO



JT France 2

TribuMove 06/12





BFM Story 20/11 Ouverture Procès Palmade

Notre

gouvernance

La gouvernance au sein des Élus Locaux Contre le Sida

Présidente d'honneur



SHEILA *Artiste*

Marraines d'ELCS



Mme Roselyne BACHELOT-NARQUIN Ancienne Ministre de la Santé



Mme Dominique GILLOT Ancienne Secrétaire d'État en charge de la Santé

Le bureau d'ELCS

Président



M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL *Adjoint à la Maire de Paris (75)*

Secrétaire Général



M. Patrick TEISSÈRE Adjoint au Maire du Havre (76) Conseiller départemental de la Seine-Maritime

Trésorière



Mme Élisabeth RAMEL Ancienne élue de Strasbourg (67)

Vice-présidents



M. Eddie AÏT Conseiller municipal de Carrières-sous-Poissy (78)



M. Stéphane AUJÉ Conseiller municipal de Gagny (93)



Mme Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux (92)

Vice-Président du territoire Paris Ouest la Défense



Mme Marine BRENIER Adjointe au Maire de Nice (06) Ancienne Députée



Mme Laura CINIERI Conseillère municipale de Saint-Étienne (42)





Mme. Brigitte LISO Députée du Nord (59)



Mme Laurence PATRICE Adjointe à la Maire de Paris (75)



Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE Maire du 12^e arrondissement de Paris



M. Jean SPIRI *Vice-Président du CRIPS*



M. Ludovic TORO Maire de Coubron (93) Conseiller métropolitain du Grand Paris Conseiller régional d'Île-de-France

Secrétaires Généraux adjoints



M. Julien BERAUD Adjoint au Maire de Moissy-Cramayel (77)



Mme Habiba BIGDADE Ancienne élue de Nanterre (92)



M. Jonathan DENIS *Militant associatif*



M. Stéphane GEMMANI Conseiller régional d'AURA



M. André STAUT Directeur d'agence d'événementiel



M. Fragan VALENTIN-LEMÉNI Adjoint au Maire de Brest (29)





Pour tout besoin, contacter:

Simon MASSET-DENÈVRE

Coordinateur national Elus Locaux Contre le Sida (ELCS)

simon.masset-denevre@elcs.fr Tél. +33 (0)1 42 72 36 46

© © ElusContreSida
84 rue Quincampoix, 75003 Paris
www.elcs.fr



À la mémoire de Christophe Michel-Romero



En 2018, Christophe Michel-Romero était l'unique salarié d'Élus Locaux Contre le Sida jusqu'à ce qu'il nous quitte brutalement. Il faisait vivre notre association et portait brillamment nos couleurs et nos projets. Christophe avait imaginé et conçu «Portrait de Vi(h)es», l'exposition itinérante d'ELCS qui circule partout en France, et a donné lieu à la publication d'un magnifique ouvrage. Il avait également organisé notre première participation à la Marche des Fiertés 2018.

Nous lui devons aujourd'hui encore la plupart des réalisations relatées dans le présent rapport.

ELCS, notre association, est orpheline. Nous avons perdu un ardent militant et ami. Notre reconnaissance éternelle, notre affection, notre tendresse l'accompagnent.

Philippe Lohéac



